



Conseil économique et social

Distr. générale
25 mai 2005
Français
Original: anglais

Session de fond de 2005

New York, 29 juin-27 juillet 2005

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

**Réalisation des objectifs de développement convenus
sur le plan international, y compris ceux énoncés
dans la Déclaration du Millénaire, et suite donnée
aux textes issus des grandes conférences et réunions
au sommet organisées par les Nations Unies : progrès
accomplis, obstacles à surmonter et chances à saisir**

Déclaration présentée par la Fondation Mumbai Educational Trust, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2005/100.



Déclaration

I. Introduction

Créée en 1989 avec pour mission de repenser le système éducatif, la ligue des établissements d'enseignement supérieur de la Fondation Mumbai Educational Trust (MET) est une fiducie d'intérêt public multidisciplinaire et polyvalente, gérée par des professionnels libéraux, qui s'attache à offrir aux cadres et professionnels libéraux de Mumbai un enseignement de qualité leur permettant d'approfondir leurs connaissances et de développer leurs compétences.

La Fondation MET s'est vu accorder le statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social en juillet 2003, lorsque celui-ci était réuni à New York. Depuis, la Fondation a entrepris de nombreuses activités destinées à promouvoir les objectifs de développement, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire. Ces activités ont pour but de contribuer à la réalisation des objectifs de développement du Millénaire et aux travaux de l'Organisation des Nations Unies, l'accent étant mis en particulier sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication par le biais d'un projet de partenariat connu sous le nom de Comité « sans papier » qui fait aujourd'hui partie du mode de fonctionnement normal du Comité chargé des organisations non gouvernementales.

Les temps forts de ce partenariat

<i>Mois/Année</i>	<i>Activités</i>
Mars 2003	Atelier sur la création de partenariats afin de contribuer à la réalisation des objectifs de développement en Inde
Avril/mai/juin 2003	Neuf stagiaires de la Fondation MET se rendent auprès du Conseil économique et social pendant trois mois dans le cadre du projet Comité « sans papier » – 1 ^{re} mission
Décembre 2003-Janvier 2004	Deux stagiaires de la Fondation MET se rendent auprès du Conseil économique et social pendant deux mois dans le cadre du projet Comité « sans papier » – 2 ^e mission
Avril/mai/juin 2004	Deux stagiaires de la Fondation MET se rendent auprès du Conseil économique et social pendant trois mois dans le cadre du projet Comité « sans papier » – 3 ^e mission
Novembre/Décembre 2003-Janvier 2004	Quatre stagiaires de la Fondation MET se rendent auprès du Conseil économique et social pendant trois mois dans le cadre du projet Comité « sans papier » – 4 ^e mission
Avril/mai/juin 2005	Quatre stagiaires de la Fondation MET se rendent auprès du Conseil économique et social pendant trois mois dans le cadre du projet Comité « sans papier » – 5 ^e mission

II. Projet TRUTH et enseignements tirés de ce projet

Descriptif du projet TRUTH (Amélioration du cadre de vie rural grâce à une approche holistique)

a) Objectif du projet : promouvoir un programme de développement rural intégré afin de contribuer effectivement à la réalisation des objectifs de développement du Millénaire dans les zones tribales les moins développées d'Inde (Waliv-Maharashtra), en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies, des organisations de la société civile et des donateurs;

b) Durée du projet : trois ans;

c) agent d'exécution : la Fondation MET;

d) Organe partenaire : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU;

e) Récapitulatif : afin de donner suite à la Déclaration ministérielle et aux recommandations adoptées par le Conseil économique et social à l'issue de son débat de haut niveau, à Genève, en 2003, ce projet a pour but de promouvoir un programme de développement rural intégré et de contribuer ainsi effectivement à la réalisation des objectifs de développement du Millénaire dans les zones rurales les moins développées du district de Thane (État du Maharashtra), en partenariat avec l'ONU, le PNUD, des organisations de la société civile et des donateurs. Il permettra de renforcer le rôle des organisations de la société civile asiatiques/indiennes et leur donnera les moyens de lutter plus efficacement contre la pauvreté et de mieux promouvoir le développement durable, dans le cadre d'un système de gouvernance participatif. Grâce à des ateliers de formation sur le tas, à des échanges d'informations, à des expériences novatrices, et à l'adoption de bonnes pratiques et de stratégies holistiques de développement, le projet favorisera la coopération, le développement et l'intégration régionaux pour le bien des populations. En tant que projet pilote, axé sur les résultats, intersectoriel et mobilisant de multiples parties prenantes (ONU, PNUD, ONG, autorités locales et donateurs en Inde), ce projet pourrait servir d'exemple et être également mis en œuvre dans d'autres régions intéressées.

La Fondation MET œuvre en faveur de l'excellence académique et d'une mobilisation du public en faveur de la réalisation des objectifs de développement du Millénaire dans les zones rurales. Outre l'enseignement qu'elle dispense à ses stagiaires, elle travaille avec les populations autochtones dans les zones rurales de l'Inde. Elle partage son expérience avec de nombreuses autres ONG travaillant dans le même domaine, de manière à créer une synergie grâce à la création de partenariats et de réseaux.

En faisant le bilan de la participation de la Fondation Mumbai Educational Trust (MET) directement avec les populations autochtones, nous avons tiré de précieux enseignements sur les aspects opérationnels des programmes de développement rural, surtout dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement. Certains de ces enseignements peuvent être pertinents au-delà de la région ou du pays et s'appliquer au niveau international, car il ne faut pas perdre de vue la dimension mondiale des objectifs du Millénaire pour le développement. Nous souhaiterions faire part de certaines de ces réflexions au débat de haut niveau.

Le premier enseignement concerne la formulation, la conceptualisation et l'application des programmes. Lorsque nous avons présenté aux populations autochtones l'esquisse de programme que nous avons préparée en consultation avec des experts de la section des ONG (Conseil économique et social), nous avons constaté de prime abord une adhésion générale au projet. Cependant, lorsque nous avons abordé des questions précises, nous nous sommes aperçus que les bénéficiaires entretenaient l'idée que ce programme était le prolongement d'initiatives parallèles financées par l'État, qui supposaient uniquement le déblocage de fonds. Il n'y avait aucune obligation de résultat ni promesse d'avantages pour les bénéficiaires. La participation de la population aux initiatives de l'État était négligeable, ce qui au bout du compte nuisait à leur efficacité. Nous avons donc expliqué que les initiatives en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement reposaient entièrement sur la participation de la population et qu'elles ne seraient mises en œuvre qu'à la suite d'un engagement total de sa part.

Compte tenu de ce que nous avons appris, nous nous sommes attachés à former des équipes de travail autogérées, composées de bénéficiaires habitant chaque localité, qui devaient constituer le noyau de la mise en œuvre du programme. Ces équipes étaient ensuite formées aux aspects pertinents du programme des objectifs du Millénaire pour le développement et au travail en réseau. À leur tour, elles devaient communiquer le message aux autres bénéficiaires locaux et s'efforcer d'obtenir leur totale adhésion et leur entière participation. Là où cela s'imposait, la structure du programme était modifiée et les priorités réaménagées afin d'assurer cette participation et cette adhésion.

Les membres des équipes de travail autogérées participaient ensuite à la mise en place de projets pilotes, qui constituaient la pièce maîtresse de projets visant à favoriser le travail indépendant que l'on propose d'instituer pour faire disparaître la pauvreté dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement. Cela a été une réussite puisque nous avons pu mettre en place dans la région des projets pilotes couronnés de succès, avec la participation des autochtones, dans les domaines de l'élevage de chèvres et de moutons, la pisciculture, l'élevage laitier, la collecte de l'eau, etc. Les membres des équipes de travail autogérées ont joué un rôle central dans la mobilisation de la population.

Le deuxième enseignement essentiel, que nous souhaitons faire partager, est la participation indirecte de petites entreprises au programme de lutte contre la pauvreté afin d'encourager la population de base à y prendre part. Dans le cadre des actions que nous menions pour inciter les autochtones à faire de l'artisanat commercial, nous avons constaté que la participation s'améliorait nettement lorsque les commerçants locaux qui achetaient de grandes quantités de produits en bambou – notamment des paniers tressés – s'adressaient directement aux populations pour s'approvisionner. Cela a poussé les autochtones à s'intéresser au centre de formation sur les produits en bambou, créé avec l'aide d'un organisme public local. L'intérêt des autochtones ne s'est manifesté que lorsque les commerçants ont commandé les paniers en question puisque cela les a convaincus qu'il existait bel et bien un marché pour leurs produits. La participation des petites entreprises locales au programme de réduction de la pauvreté a donc un impact non négligeable sur la réussite du projet.

Le troisième enseignement essentiel est que, au départ, les femmes peuvent marquer peu d'empressement à participer aux efforts de lutte contre la pauvreté.

Mais passées leurs premières hésitations, ce sont les femmes qui permettent aux programmes de ce genre d'aboutir. Elles surpassent totalement les hommes; elles y participent en plus grand nombre et obtiennent de meilleurs résultats, faisant preuve d'un grand dévouement, d'ardeur au travail et d'un engagement total. Au début, les hommes étaient majoritaires dans les initiatives pilotes lancées par les équipes de travail autogérées mais, finalement, ce sont les femmes qui en prennent la direction et les font aboutir.

III. Conclusion

Comme on peut le constater, la Fondation MET a contribué activement à fournir, directement et indirectement, des moyens humains et un soutien intellectuel pour faire avancer la cause du Conseil économique et social et mettre en œuvre le programme des objectifs du Millénaire pour le développement. Elle s'est efforcée de mobiliser la collaboration, le soutien et la participation d'autres ONG à l'œuvre dans la région, ainsi que de plusieurs groupes de bénévoles et d'action civique. Ce partenariat a été élargi avec l'appui d'organismes internationaux, tels que le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, qui a facilité les relations avec le réseau mondial. Le projet TRUTH, conçu par la Fondation, est actuellement affiné et le plan de travail aménagé dans le sens d'une participation importante des bénéficiaires de la zone tribale de Waliv. Bien que le plan soit centralisé au départ, il est soigneusement adapté pour répondre aux aspirations locales grâce à des partenariats parallèles et pluridimensionnels, et ce, avec l'entière participation des bénéficiaires.

Grâce à ce que nous avons appris, nous concentrons nos efforts sur la formation d'équipes de travail autogérées et la participation des femmes. Le but ultime de ce projet est de réduire la pauvreté (objectif du Millénaire pour le développement n° 1) grâce à la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (objectif n° 3). Les populations autochtones ne sont pas indifférentes au programme mais les réactions sont lentes comme il fallait s'y attendre, et précipiter les choses ne sert à rien. Nous allons donc réduire la pauvreté, ce qui est l'un des objectifs du Millénaire pour le développement, avec l'entière participation des segments les plus fragiles de la société et les populations autochtones, en y associant de nombreux partenaires, notamment les pouvoirs publics, la société civile, les entreprises, les fondations et les autorités locales.